

24 juin 2022 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# CONFÉRENCE DE PRESSE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE AU CONSEIL EUROPÉEN

Merci beaucoup. Merci Monsieur le président, Madame la Présidente.

Beaucoup de choses ont été dites. Je ne reviendrai pas sur les débats de ce matin qui se sont tenus ; les conclusions sont claires et je crois que le président du Conseil et la présidente de la Commission ont bien retracé la nature de ces débats visant à apporter une réponse encore accélérée sur la question énergétique et plus largement, évidemment, sur le sujet que nous sommes en train de vivre d'un retour accéléré de l'inflation, de normalisation de la politique monétaire des deux côtés de l'Océan, et, on le voit bien, des premiers signes de ralentissement économique. Tout cela crée une situation qui nous impose de prendre des décisions rapides sur plusieurs sujets dans l'énergie et de continuer à mettre en œuvre les grands chantiers structurants pour rendre notre Union justement plus forte, plus souveraine, plus solidaire sur le plan budgétaire et financier.

Je voudrais juste d'un mot, dans la marge, si je puis dire, de ce que le président MICHEL a dit tout à l'heure sur la communauté politique européenne, dire que le débat d'hier soir, après la conférence de presse que nous avons tenue, a permis d'éclairer et de construire un très large consensus autour de cette thématique. Ce n'est pas une construction, un processus qui se substitue à l'élargissement, en aucun cas ; mais nous avons tous mesuré, d'abord le besoin d'avoir un cadre politique en Européens, de pouvoir traiter de sujets stratégiques et nous avons vu que l'élargissement, en quelque sorte, compte tenu de son rythme, compte tenu des conditions, n'épuise pas tout de ce qui doit être une relation entre Européens. Donc, cette communauté politique européenne va permettre, à l'échelle du continent européen, et donc d'une manière très ouverte, sur une base géographique et de valeurs, de l'Islande à l'Ukraine, de pouvoir réunir des partenaires qui seraient sujets de défense et de sécurité, d'énergie, d'infrastructures, de crises sanitaires, de solidarité économique, pourront discuter de thèmes structurants que nous aurons à préparer. Il a donc été acté que la première réunion se tiendrait en République tchèque, dans le cadre de la présidence à venir, avec tous nos partenaires et avec une volonté d'avoir une relation entre égaux, et donc de structurer progressivement cette démarche compte tenu de l'intérêt évident qu'elle emporte.

D'un mot, je voudrais également revenir sur les négociations d'adhésion avec la Macédoine du Nord et l'Albanie ; nous l'avons évoqué hier, mais l'actualité de ce matin l'a fait évoluer. En effet, je veux ici féliciter le vote aujourd'hui du Parlement bulgare, qui ouvre la voie à la levée du veto bulgare et à l'ouverture des négociations avec la Macédoine du Nord, et ce faisant, à l'avancée sur le dossier albanais. Dans les prochaines heures, nous poursuivrons le travail technique, qui est nécessaire, et les échanges avec nos partenaires bulgares et macédoniens afin de formaliser un accord dans les tous prochains jours. Je dirais que la machine est prête ici pour ensuite avaliser complètement et mettre en œuvre ce qui pourrait être décidé. C'est un très bon signal et je veux en remercier le Premier ministre bulgare, mais également les forces et de sa coalition, et de son opposition, qui ont su se réunir autour de ce vote, et remercier aussi le Nord macédonien pour leurs avancées. Il y a encore du travail et donc, il ne faut pas crier victoire trop tôt, mais c'est une avancée importante.

Je remercie Madame la Présidente VON DER LEYEN du point qu'elle a fait sur ce semestre, ce qui me permet d'ailleurs de dire que toutes ces avancées, je vais revenir sur quelques-unes, n'auraient pas été possibles sans la complicité et le travail ardu du Président MICHEL, et je l'en remercie, ainsi que de l'ensemble de ses services, de Madame la Présidente de la Commission et de ses services, et du Parlement européen à qui je veux également rendre hommage, qui a travaillé d'arrache-pied. Les institutions unies ont su durant ce semestre agir, parce que nous devons tous le reconnaître avec beaucoup d'humilité, l'Europe de juin 2022 est très différente de celle de janvier 2022, nous l'avons assez peu anticipé à ce point, avant tout parce que la Russie a décidé de lancer une guerre, mais aussi parce que nous avons acté, unis, une série de décisions extrêmement structurantes pour notre continent ; des sanctions avec une rapidité inédite, en deux jours pour la première série de sanctions, avec six paquets, et des sanctions comme celles prises lors du dernier conseil, qui paraissaient inenvisageables il y a six mois car personne, et je crois pouvoir dire que nous-mêmes, n'aurait pu envisager qu'on allait sanctionner 90 % du pétrole russe et nous l'avons fait ; un soutien macroéconomique puissant à l'égard de l'Ukraine, à la fois sa défense et je veux saluer aussi les décisions qui ont été prises à cet égard en activant la facilité européenne de paix et en montrant que nous savions aussi nous mettre en situation de pouvoir aider un pays qui est rentré dans une guerre pour nos valeurs, à s'équiper, en plus de tous les soutiens bilatéraux qui se sont décidés sur ce point ; et puis, soutien macroéconomique et financier, en plus du

financement et de l'accueil des réfugiés, et de ce qui a été fait, à la fois pour mieux les accueillir et les intégrer au marché du travail, vous l'avez rappelé, et aider les pays qui ont été, si je puis dire, en première ligne, et je pense en particulier à la Pologne, la Roumanie, la Hongrie.

En parallèle de tout ce travail et de ce contexte, nous avons pu parachever celui-ci par les décisions d'hier et le geste politique très fort de notre Europe à l'égard de l'Ukraine, de la Moldavie et la perspective européenne aussi donnée à la Géorgie. Mais à côté de ça, nous avons fait avancer notre agenda, parce que cet agenda, je crois pouvoir le dire, était aussi très cohérent avec ce changement géopolitique. Nous n'avions pas vu la guerre arriver et nous avons dû prendre des décisions massives pour faire face à ce conflit, mais il n'a fait que renforcer, que créditer, que valider, la conviction qui était au cœur de nos travaux : celle d'un besoin d'une plus grande souveraineté européenne, plus que jamais. Cette souveraineté qui paraissait, il y a encore deux ou trois ans, une idée française farfelue qui avait ensuite permis de bâtir une vraie convergence de vue. Je crois qu'on a tous mesuré l'importance de la souveraineté technologique, de la souveraineté de défense, ou de la souveraineté énergétique européenne. Cette crise, cette guerre en Europe, a accéléré au fond notre agenda collectif.

En effet, nous avons pu faire avancer nombre de dossiers durant ce semestre. Nous avons pu acter au Conseil la mise en place, sur le plan de la lutte contre le réchauffement climatique, de plusieurs éléments au Conseil comme au Parlement : la mise en place d'une taxe carbone aux frontières de l'Europe au Conseil, un outil pour lutter contre la déforestation par nos importations et nous travaillerons jusqu'à la dernière seconde pour que les États membres puissent adopter l'ensemble des textes qui permettront d'atteindre notre objectif de réduction de 55 % de nos émissions à horizon 2030. Sur beaucoup de ces sujets, et là aussi, je veux remercier l'ensemble des institutions de l'énorme travail fait, nous ne sommes pas loin de pouvoir parachever quasiment tous ces textes essentiels et les prochains jours donneront lieu encore à d'intenses travaux techniques et négociations.

Sur le plan de l'Europe sociale, là aussi, les engagements pris ont été tenus avec une avancée majeure sur les salaires minimaux, pour que les travailleurs européens puissent vivre dignement de leur salaire et mettre un terme à la course vers le bas, ce qui est cohérent avec la bataille que nous avons menée pour mieux réguler le travail détaché. Là-dessus, nous avons pu être aidés, je veux remercier la présidence portugaise qui avait joué un très grand rôle lors du sommet social ; et nous avons levé tous les malentendus qui pouvaient y avoir, les différences de modèles qu'il y avait entre nous pour parachever ce texte. Je veux aussi dire notre satisfaction, Madame la Présidente l'a évoquée, d'avoir pu enfin parachever cette avancée pour l'égalité entre les femmes et les hommes dans les conseils d'administration des entreprises. Ce texte-là était bloqué depuis 10 ans et nous avons pu le faire avancer collectivement par le jeu des coalitions nouvelles.

Sur la régulation des géants numériques, là aussi, nous avons ensemble bâti des avancées fortes avec les deux lois européennes des marchés et des services numériques qui vont permettre de réguler, à la fois, le jeu des acteurs et éviter les phénomènes d'hyper-concentration, mais aussi de mieux réguler les contenus, ce qui est un fait nouveau. Nous sommes le premier espace à le faire, et comme nous avons mis en place un règlement général pour protéger les données individuelles, c'est une avancée. Nous ne sommes pas au bout de la route, je le dis avec à la fois beaucoup de fierté qu'on ait avancé sur ces deux directives et beaucoup d'humilité, parce qu'il reste énormément à faire si on veut pouvoir aller au bout. Cependant, nous avons pu commencer à imposer aux grands acteurs du digital d'un côté, le respect de la concurrence et de l'autre, le retrait des propos haineux, racistes et terroristes.

Beaucoup d'autres législations ont pu avancer sur la souveraineté à nos frontières avec la réforme de Schengen et les avancées sans précédent sur la politique européenne d'asile et migration, parce qu'on a fait collectivement le choix de cette approche graduelle. Notre paquet est très ambitieux et je soutiens avec force la proposition de la Commission. On a pu faire avancer beaucoup de sujets parce qu'on a décidé de cette approche graduelle qui nous a permis de mieux protéger et de mieux filtrer les entrées à nos frontières, de mieux répartir l'effort d'accueil et de préserver la libre circulation dans l'Union. C'est une première avancée structurante.

En matière de défense, avec la définition pour la première fois, d'une feuille de route stratégique pour les dix prochaines années et l'engagement pris lors du sommet de Versailles de renforcer nos capacités et nos investissements de Défense. Là aussi, c'est une avancée historique et c'est l'aboutissement du travail qui avait été lancé sous la présidence allemande — une boussole stratégique — et c'est très cohérent. Nous arrivons unis en Européens au sommet de Madrid, à l'OTAN pour défendre nos positions.

En matière de souveraineté énergétique, en décidant à Versailles d'accélérer la réduction de notre dépendance aux combustibles fossiles et de diversifier nos sources et voies d'approvisionnement pour réduire notre dépendance avec des premiers choix très structurants d'achats communs, entre autres, et en matière de souveraineté économique, avec des instruments pour protéger nos marchés publics des stratégies agressives de certaines grandes puissances avec des avancées dans le sens d'un capitalisme plus responsable et pour un meilleur financement de notre économie.

Je veux dire ici combien, au-delà des sujets de voisinage, des avancées que nous avons pu faire et sur lesquelles nous sommes revenus hier, le partenariat avec l'Afrique a aussi structuré ces six derniers mois et le sommet que nous avons tenu avec l'Union africaine en février, avec l'ensemble de nos partenaires, a permis de bâtir une méthode renouvelée et d'avancer sur des sujets là aussi très structurants qui se sont confirmés avec le temps. Je pense tout particulièrement aux sujets de sécurité alimentaire, de coopération, d'une stratégie protéinique, mais beaucoup d'autres sujets, en particulier sur le plan du financement, nous ont permis d'avancer.

Enfin, l'Europe ne sera pas une puissance juste sans être à l'écoute de ses citoyens et la Conférence sur l'avenir de l'Europe, initiée en 2019 et lancée officiellement il y a un an, a remis ses travaux le 9 mai dernier et nous avons maintenant à nous saisir de ces transformations profondes que la France soutient, comme vous le savez, pour une Europe plus puissante, audacieuse et protectrice. Sur ce sujet, nous avons eu les premiers échanges et nous poursuivrons en Conseil européen.

Voilà les quelques mots que je voulais ici avoir, pour dire à quel point, en effet, durant ce semestre, nous avons réagi vite et fort au retour de la guerre sur le sol européen, mais que nous avons en même temps, poursuivi notre agenda ; nous l'avons consolidé, parce qu'il a aussi démontré, je crois, sa grande cohérence avec le contexte géopolitique qui est le nôtre. Je veux terminer avec un mot pour remercier les équipes françaises, à Bruxelles comme à Paris, pour leur très grand travail, parce que les remerciements que vous m'avez attribués, c'est en quelque sorte pour la devanture. J'ai essayé d'impulser, de prendre les choses qui me revenaient, mais il y a eu un énorme travail des ministres, de leurs équipes, ici de notre représentation permanente, de l'ensemble des équipes, et à Paris, des équipes à l'Élysée, à Matignon et au SGAE. Je veux remercier l'ensemble des équipes françaises pour leur formidable travail et leur engagement.

Dans quelques jours, nous passerons le relais à la présidence tchèque. Ces quelques jours seront encore très occupés. Je veux ici souhaiter beaucoup de courage au Premier ministre Petr FIALA et à la République tchèque. J'aurai l'occasion, à l'issue du sommet de Madrid, de passer officiellement le bâton. En tout cas, nous étions très fiers, très heureux, de pouvoir à vos côtés faire avancer tous ces sujets et construire une Europe plus forte. Merci du grand privilège de travailler à vos côtés, cher Charles, chère Ursula.